

DOCUMENT DE DISCUSSION

**Atteindre les Objectifs du Millénaire pour le développement
Plus de moyens ou de meilleures politiques (ou les deux) ?**



L'échéance imminente de 2015 pour atteindre les Objectifs du Millénaire pour le développement (OMD) remet au centre du débat la problématique clé du coût et des sources de financement. A travers une estimation du budget nécessaire pour atteindre les OMD et la marge possible d'augmentation des recettes fiscales, l'*Étude du Centre de Développement*¹ publiée par l'OCDE en Avril 2012 montre qu'*atteindre les OMD est autant sinon plus une affaire de politiques que de financement. Cette perspective doit être prise en compte dans les discussions concernant les initiatives post-2015.*

Implications pour les politiques

1. Le coût financier de la réalisation des OMD est de l'ordre de **120 milliards** de dollars (USD), soit le triple du montant actuel de l'aide programmable par pays, à savoir la partie de l'aide réellement transférée aux partenaires par les pays de l'OCDE.
2. Il y a peu de chances que l'aide augmente au point de combler ce fossé financier d'ici 2015. Les pays partenaires vont donc devoir dégager de nouvelles sources de financement ou faire meilleur usage des ressources actuelles. La qualité des institutions et des politiques publiques est dès lors primordiale : la collecte des impôts, la dépense publique et le climat de l'investissement doivent continuer à s'améliorer dans les pays en développement.
3. Il n'y a pas de politique à taille unique pour financer les OMD : les défis que rencontrent chaque pays et leur capacité à les relever varient considérablement. Dans les pays à revenu moyen de la tranche supérieur i.e. où le revenu annuel par habitant dépasse approximativement 4 000 dollars (USD), le potentiel fiscal estimé permettrait d'atteindre les OMD. Avec la volonté politique de s'attaquer aux inégalités sociales, les Objectifs pourraient être atteints en déployant des dépenses et transferts monétaires ciblés. A cette fin, il est du ressort de la communauté internationale d'intensifier le dialogue politique et la coopération technique afin de renforcer les capacités et le partage de la connaissance.
4. A court terme, la mobilisation fiscale n'est pas une solution dans les autres pays en développement car il faut du temps pour que les réformes institutionnelles portent leurs fruits. Les pays donateurs doivent donc tenir leurs engagements, améliorer l'efficacité de l'aide et renforcer la cohérence de leurs politiques, tout en soutenant la dynamique de réforme de la fiscalité et de la dépense publique.

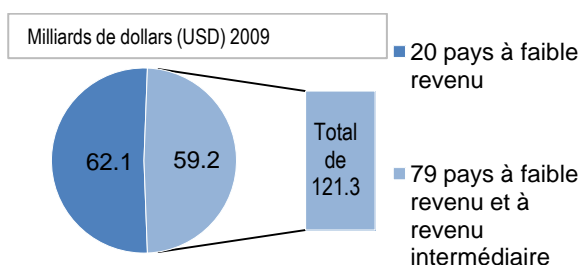




L'enveloppe de coût globale

1. En termes d'ordre de grandeur, 120 milliards de dollars (USD) supplémentaires seraient nécessaires à la réalisation des OMD (figure 1). Ce montant représente presque le double des flux actuels d'aide programmable par pays. Ce défi financier n'a pourtant rien d'insurmontable à la condition que l'on parvienne à mobiliser toutes les ressources et à mettre en place des réformes politiques dans les pays en développement et dans les pays membres de l'OCDE.

Figure 1. Le coût total de la réalisation des OMD (1-6)

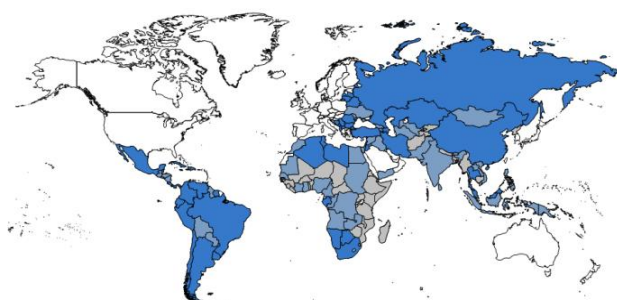


Source: calculs des auteurs.

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888932593268>

2. Plus de 60 milliards USD seraient nécessaires dans 20 pays à faible revenu i.e. où le revenu annuel par habitant est inférieur à approximativement 1 000 USD (voir figure 2). Une augmentation du financement du développement—public ou privé—est nécessaire pour sortir durablement ces pays de la pauvreté. Un peu moins de 60 milliards USD seraient nécessaires pour 79 autres pays à faible revenu et à revenu intermédiaire (i.e. dont le revenu annuel par habitant peut dépasser 12 000 USD). Les dépenses et transferts ciblés ont fait leurs preuves dans ces pays.

Figures 2. Catégories de revenu (revenu annuel par habitant – 2010)



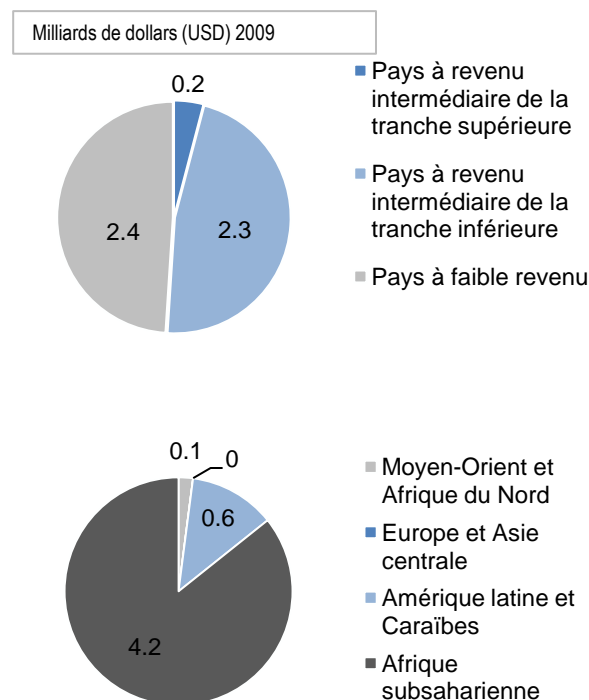
■ Pays à revenu intermédiaire de la tranche supérieure:	3 976 USD – 12 275
■ Pays à revenu intermédiaire de la tranche inférieure:	1 006 USD – 3 975
■ Pays à faible revenu:	1 005 USD et inférieur

Source: calcul des auteurs d'après des données de la Banque Mondiale.

Combattre l'extrême pauvreté

3. Le coût des programmes de transferts sociaux pour diminuer de moitié la pauvreté (figure 3) atteindrait près de 5 milliards USD. Cela concerne essentiellement les pays d'Afrique subsaharienne. L'OMD 1 (lutter contre l'extrême pauvreté et la faim) sera atteint mondialement d'ici 2015. De fait, la pauvreté dans le monde a déjà reculé à un niveau de moitié inférieur à celui de 1990 en grande partie grâce au recul rapide de la pauvreté dans certains grands pays. Cependant, dans l'état actuel des choses, jusqu'à 35 pays n'atteindront pas cet objectif.

Figure 3. Le coût des transferts monétaires ciblés en faveur des pauvres (OMD 1)



Source: calculs des auteurs.

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888932593325>

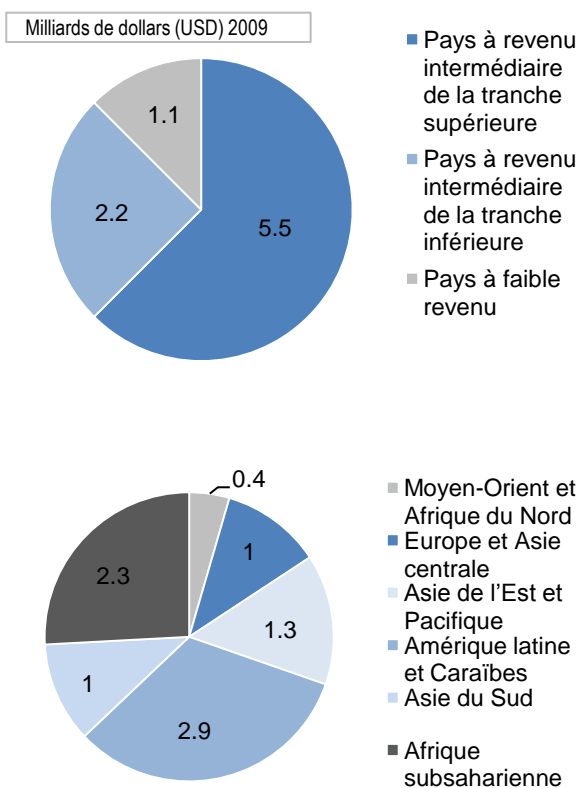
*Note: Le coût des transferts en faveur des pauvres est calculé pour les 35 pays qui ne sont pas en voie d'atteindre l'OMD 1 d'après nos estimations du manque à financer (à l'exception de l'Asie du Sud-est et Pacifique).



Améliorer l'éducation...

4. Un peu moins de 9 milliards USD seraient nécessaires pour universaliser l'enseignement primaire (EPU) d'ici 2015 (figure 4). Si le niveau général de scolarisation a sensiblement augmenté au cours de la dernière décennie, pour offrir à tous une éducation de niveau primaire, il faudrait néanmoins que les dépenses d'éducation progressent encore de plus de 7% partout où l'EPU n'est pas une réalité. En Afrique subsaharienne, une augmentation de plus de 20% des dépenses en matière d'éducation serait nécessaire. Pourtant, un peu plus d'1 milliard USD suffirait pour scolariser tous les enfants en primaire dans les pays ayant un revenu par habitant inférieur à environ 1 000 USD par an (i.e. pays à faible revenu).

Figure 4. Le coût de l'enseignement primaire universel (OMD 2)



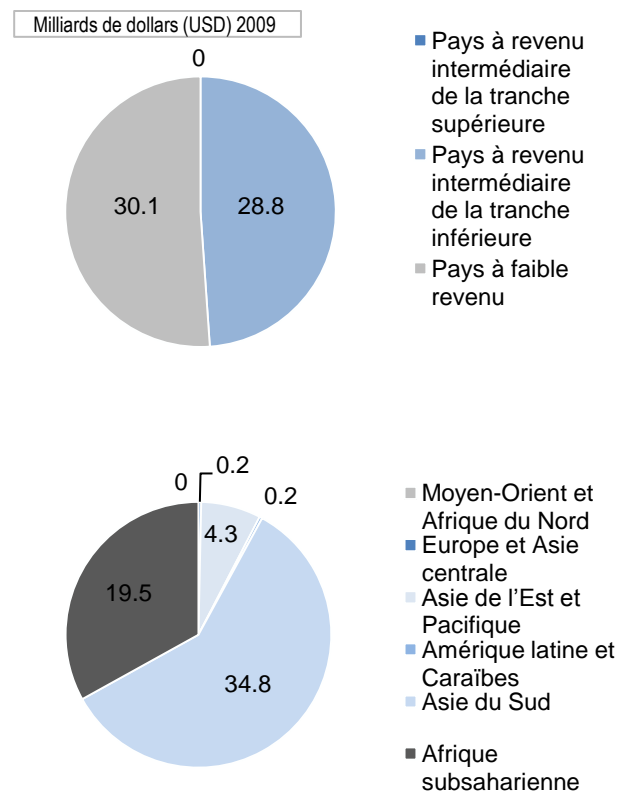
Source: calculs des auteurs.

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888932593344>

... et la santé

5. 60 milliards USD seraient nécessaires pour réduire des deux tiers la mortalité infantile, faire reculer des trois quarts la mortalité maternelle et endiguer l'épidémie de sida, le paludisme et d'autres grandes maladies (OMD 4-6 ; figure 5). A peu près 35 milliards USD seraient nécessaires en Asie du Sud et 20 milliards USD en Afrique subsaharienne. Les pays à revenu intermédiaire de la tranche supérieure (i.e. revenu annuel par habitant compris entre environ 4 000 et 12 000 USD) dépensent en moyenne déjà suffisamment pour atteindre ces OMD, bien que l'allocation et la qualité de ces dépenses restent à améliorer.

Figure 5. Le coût d'un accès équitable à la santé (OMD 4-6)



Source: calculs des auteurs.

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888932593363>



Qui va payer ?

6. Le contexte national est crucial en matière de financement des OMD. Le rapport des ressources disponibles, externes et internes, varie considérablement entre pays. En améliorant le recouvrement des impôts, les pays en développement parviendraient à dégager **64 milliards USD**, soit la moitié des fonds nécessaires pour réaliser les OMD (figure 6). Néanmoins, on ne peut pas compter à court terme sur la seule mobilisation des ressources intérieures. La plupart des pays en position de s'appuyer sur une augmentation de leurs recettes fiscales sont déjà en bonne voie pour atteindre les OMD. Le contraste est saisissant entre, d'une part, la relative aisance avec laquelle les pays à revenu intermédiaire de la tranche supérieure devraient parvenir à financer la réalisation des OMD et, d'autre part, les difficultés que ces objectifs représentent toujours pour les pays à faible revenu et à revenu intermédiaire de la tranche inférieure.

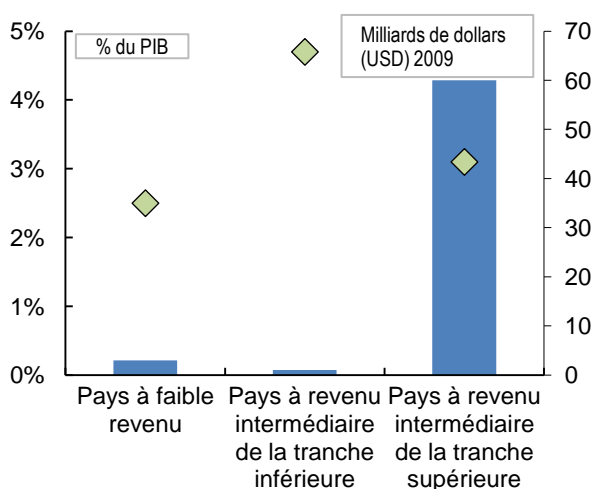
7. On estime que les pays à revenu intermédiaire de la tranche supérieure devraient parvenir à réunir **60 milliards USD**, soit un volume de ressources intérieures plus que suffisant pour y assumer le coût de la réalisation des OMD. De fait, dans ces pays, les profondes inégalités sont souvent la cause principale de la pauvreté, notamment en Amérique latine. Les gouvernements doivent dès lors concevoir et mettre en œuvre des politiques qui leur permette de rendre la croissance plus inclusive. A cet égard, la communauté internationale a un véritable rôle à jouer en encourageant le dialogue politique et le partage des connaissances en matière d'expériences de développement.

8. Pour bon nombre de pays à faible revenu, la mobilisation de ressources externes additionnelles reste un impératif en parallèle des dynamiques de réforme fiscale. Pour les partenaires au développement, les options politiques principales incluent la concentration de toutes augmentations de l'Aide Publique au Développement vers les pays à faible revenu et l'appui à la mobilisation des ressources domestiques et à l'amélioration de la qualité de la dépense publique.

9. L'afflux de capitaux privés pourrait contribuer à combler le besoin de financement des pays à faible revenu. Des efforts supplémentaires peuvent être faits pour attirer ces flux dans les pays à faible revenu, pour mieux maîtriser leur extrême volatilité et pour s'assurer qu'ils contribuent au maximum à la promotion de la réalisation des OMD, que ces capitaux proviennent de pays avancés ou de pays émergents.

10. Si l'on veut satisfaire les besoins des plus pauvres, les impôts nationaux—mais aussi l'aide, les contributions privées, les transferts de fonds des migrants et les apports de capitaux privés, fournis par des partenaires traditionnels et émergents—devront croître. Le défi principal est de s'assurer que les réformes politiques permettent une contribution durable de ces ressources au développement social.

Figure 6. Le potentiel de l'amélioration du recouvrement des impôts dans les pays en développement



Source: calcul des auteurs.

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888932593458>



Parlons-en !



Et ensuite ? Questions clés pour les étapes suivantes

1. Le développement est-il « atteint » une fois surmontée l'extrême pauvreté ? La pauvreté relative doit-elle devenir la nouvelle priorité ?
2. Quel est le juste équilibre entre des objectifs pertinents pour un pays et des objectifs comparables à l'échelle internationale ?
3. Faut-il privilégier des conditions favorables à la croissance ?
4. Faudrait-il privilégier l'efficacité de l'aide et le renforcement des capacités ?
5. L'amélioration de la qualité et de la cohérence de la dépense publique devrait-elle devenir la priorité principale ?

Le lecteur est invité à participer aux discussions sur le blog de Christian Aid, [Poverty Matters](#)² et de l'ECDDP, [Talking Points](#)³ ainsi que sur [Twitter](#), #MDGs et #post2015



Lectures complémentaires

ATISOPHON, V., J. BUEREN, G. DE PAEPE, C. GARROWAY and J.-P. STJNS (2011). "Revisiting MDG Cost Estimates from a Domestic Resource Mobilisation Perspective", OECD Development Centre Working Paper No. 306, Paris.

BAfD, OCDE, PNUD et CEA (2011), *Perspectives Économiques en Afrique – L'Afrique et ses Partenaires Émergents*⁴, Banque africaine de développement, Tunis et Paris.

BAfD, OCDE et CEA (2010), *Perspectives Économiques en Afrique – La Mobilisation des Ressources Publiques et l'Aide*⁴, Banque Africaine de Développement, Tunis et Paris.

BANQUE MONDIALE et FMI (2011), *Rapport de suivi mondial : Améliorer les perspectives d'atteindre les ODM – hétérogénéité, retards et défis, vue d'ensemble*, Banque mondiale et Fonds monétaire international, Washington, DC.

DEVARAJAN, S., M.J. MILLER and E.V. SWANSON (2002), "Goals for Development: History, Prospects, and Costs", *Working Paper* No. 2819, World Bank, Washington, DC.

OCDE (2011), *Perspectives du Développement Mondial 2012 : la Cohésion Sociale dans un Monde en Mutation*, OECD Publishing, Paris. Edition française à paraître.

VANDEMOORTELE, J. and R. ROY (2005), "Making Sense of MDG Costing", in F. Cheru and C. Bradford (eds.), *The Millennium Development Goals: Raising the Resources to Tackle World Poverty*, Zed Books, London.

Le projet

Ce projet a bénéficié du soutien généreux de la [Fondation Bill et Melinda Gates](#). Les auteurs se sont inspirés des commentaires des participants lors de l'atelier sur « L'évaluation du coût des OMD : investir dans le développement à l'horizon 2015 et au-delà » co-organisé le 14 novembre 2011 à Pretoria par le Centre de développement de l'OCDE et ses partenaires pour cette initiative, le *South African Institute of International Affairs* (SAIIA), le Trésor sud-africain et le bureau du PNUD en Afrique du Sud. Une version antérieure de ce Document de Discussion a été soumise au Comité de développement international de la Chambre des communes du Royaume Uni.

Les auteurs sont redevables aux nombreux collègues qui ont consacré du temps à commenter cette Étude et ce document de discussion. Les membres du réseau pour le financement du développement (DeFiNe) du Centre de développement ont également été sollicités le 27 février 2012 pour orienter ce travail à l'occasion de la réunion annuelle du réseau dans le cadre du 50^{ème} anniversaire du Centre de développement. Ce travail a également été soumis à discussion à l'occasion d'une table ronde de haut niveau tenue à Rabat, au Maroc, le 19 avril 2012, tenue dans le cadre de la Conférence Africaine sur la Mesure du Bien-être et la Promotion du Progrès des Sociétés, co-organisée par le Haut Commissariat au Plan du Maroc et le Centre de Développement et la Directions des Statistiques de l'OCDE. Cette étude sera lancée officiellement à l'OCDE le 11 juillet à Paris à l'occasion d'un Débat sur le Développement du CAD (DDD).

Contact principal: jean-philippe.stijns@oecd.org

¹ Stijns, J., et al. (2012), *Pouvons-nous encore atteindre les Objectifs du Millénaire pour le développement ? : Des coûts aux politiques*, Études du Centre de Développement, OECD Publishing.
doi: [10.1787/9789264174191-fr](https://doi.org/10.1787/9789264174191-fr)

² <http://www.guardian.co.uk/global-development/poverty-matters/2012/jan/23/whos-going-to-pay-for-mdgs>

³ <http://www.ecddp-talkingpoints.org/taxation-to-achieve-the-mdgs-reaction-to-oecd/>

⁴ Ce rapport est disponible gratuitement en ligne: <http://www.africaneconomicoutlook.org/fr/>